

le pouvoir aux travailleurs

mensuel trotskyste

UNION AFRICAINE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES INTERNATIONALISTES

ISSN 0241 0494

LE 21 SEPTEMBRE 2005 N°320 PRIX 0,60 Euros



IMMIGRATION

NON AUX EXPULSIONS !

DES LOGEMENTS DECENTS POUR TOUS !

SOMMAIRE AU VERSO

S O M M A I R E

Page 2
Editorial

é d i t o r i a l

Page 4
Côte d'Ivoire: Leur
guerre n'est pas la
nôtre.

page 6
Sénégal
- Mensonges et
démagogie du pouvoir
comme de l'oppositon
- Grève des cheminots
(page 8)

Page 10
Mauritanie
Un nouveau putsch
balaye l'ancien
dictateur

Page 10
Tchad: La dictature
s'abat sur des
journalistes

ABONNEMENT
FRANCE:

1 an : 14 euros
Le paiement se fait
uniquement en liquide
ou en timbres-poste
courants.

ETRANGER :

Même tarif mais
uniquement en
coupons-réponses
internationaux.

ADRESSE :

Le PAT B.P. 42
92114 CLICHY Cedex

IMMIGRATION

**NON AUX EXPULSIONS !
DES LOGEMENTS DÉCENTS POUR TOUS !**

Suite aux incendies qui ont brûlé dernièrement trois immeubles à Paris habités par des communautés pour la plupart d'origine africaine, faisant 49 morts, des enfants en majorité et plusieurs blessés graves, Nicolas Sarkozy a déclaré qu'il allait raser tous les immeubles insalubres ou vétustes, ainsi que les squats, et en expulser les occupants. Selon lui, c'est pour empêcher que d'autres immeubles ne prennent feu.

Il n'a pas tardé à joindre le geste à la parole. Le 2 septembre, un squat situé rue de la Fraternité dans le 19^{ème} a été évacué manu militari par les forces de police. Le même jour, un autre, sis rue de la Tombe-Issoire dans le 14^{ème} a subi le même sort. Le 9 septembre, c'est au tour d'un immeuble de la rue Marx-Dormoy, dans le 18^{ème}, puis rues de Nantes et de Tanger dans le 19^{ème} ainsi que dans d'autres arrondissements. La liste est loin d'être close.

Bien sûr il ne faut pas s'attendre à ce que Sarkozy s'occupe du relogement des personnes ou familles expulsées. Rares sont ceux qui ont trouvé un toit, ne serait-ce que provisoire, dans un hôtel ou un HLM, en attendant d'être relogés définitivement. Mais par expérience, on sait qu'ils finissent par se retrouver à la rue. La plupart les expulsés n'ayant plus de toit ont occupé un square; d'autres sont parqués dans des préfabriqués.

Pourtant il est possible de reloger ces personnes dignement. Ce ne sont certes pas les moyens qui manquent. La France fait partie des pays riches; elle est donc capable, financièrement de construire des immeubles à loyer modéré pour les travailleurs immigrés, en particulier africains qui connaissent de gros problèmes de logement. De plus, selon les chiffres officiels, il existe en France

des milliers de logements inoccupés (40 000 à Paris, 30 000 à Marseille, etc.). Il aurait suffi d'appliquer la loi de réquisition d'octobre 1945 qui permet de mettre ces immeubles vacants à la disposition des nécessiteux.



Manifestation devant
le bâtiment sinistré
Bd Vincent Auriol

Mais les dirigeants politiques au service des bourgeois et des riches ne le font pas. Car ils ne veulent surtout pas toucher aux intérêts des propriétaires privés.

Les fermetures d'immeubles insalubres ou les expulsions des squats, s'ils font le malheur des occupants, certains promoteurs immobiliers s'en frottent les mains. Un hebdomadaire vient de dévoiler que le duo Vergès-Méducin, a racheté pour une bouchée de pain, en 2003, une bâtisse en ruine squattée par des familles africaines, rue d'Hautpoul, dans le 19^{ème}. Au lieu de construire à la place des logements sociaux pour reloger les expulsés, le duo a fait réaliser un immeuble de luxe pour en tirer de gros bénéfices. La ville de Paris qui a participé au financement de cet immeuble s'en est rendue compte mais elle laisse traîner l'affaire. Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres.

Construire des foyers neufs pour les travailleurs immigrés qui

disposent de maigres revenus, cela n'intéresse pas les dirigeants politiques. Depuis très longtemps, on n'en construit pas. De ce fait le nombre de demandeurs a beaucoup augmenté tandis que les foyers existants, pour la plupart gérés par l'Aftam ou la Sonacotra, sont surpeuplés. Le nombre des travailleurs qui y vivent est en perpétuel accroissement. A cause de cette surpopulation, ces foyers deviendraient des lieux très dangereux si un incendie y éclatait. Car dans la majorité des cas, il n'existe pas de détecteur d'incendie, ni d'alarme, ni des portes coupe-feux. Encore moins des exercices de simulation d'évacuation. De plus, à cause de la promiscuité, on peut y attraper des maladies, dont la tuberculose qui a fait son retour dans ces foyers.

Les travailleurs africains font partie de la couche la plus pauvre, la plus défavorisée de la classe ouvrière française. Face au coût élevé de la vie, consécutif au blocage des salaires, face à la hausse perpétuelle des loyers à Paris et dans la proche banlieue, leurs maigres revenus ne leur permettent plus d'y trouver un logement décent, surtout pour les familles nombreuses. Ils sont donc obligés de déménager, plus loin, dans les grandes banlieues, pour trouver des habitations à la mesure de leur bourse. Ce phénomène a pris de l'ampleur avec la spéculation immobilière.

Ce problème de logement touche tous les travailleurs et les ouvriers, qu'ils soient blancs ou noirs ou jaunes, et qui disposent de peu de ressources. Apporter une réponse à cette question demande une volonté politique de la part des dirigeants au pouvoir. Mais ceux-ci sont infiniment plus soucieux de servir les intérêts des propriétaires de terrains et d'immeubles que de se préoccuper de construire des logements décents et à faibles loyers pour les travailleurs.

CÔTE D'IVOIRE

LEUR GUERRE N'EST PAS LA NÔTRE

Comme on pouvait s'y attendre, il n'y aura pas d'élection à l'échéance du 30 octobre, date de la fin du mandat du président de la république actuel. Du coup, la question qui préoccupe tous les politiciens est de savoir quel gouvernement mettre en Côte d'Ivoire pour l'après 30 octobre? Avec Gbagbo, disent les uns. Sans Gbagbo, disent les autres. Simone Gbagbo a déclaré que si les élections n'ont pas lieu à la date prévue, la candidature de Ouattara sera caduque. De son côté Guillaume Soro dit : comme les élections n'auront pas lieu dans les délais prévus par la constitution, Gbagbo devrait quitter la présidence et laisser la place à un "gouvernement de transition" où lui, Soro, aura sa place mais pas Gbagbo.

Chacun y va de son couplet sur "le respect de la constitution" comme si c'était la chose à laquelle il tenait le plus au monde. Venant de la bouche de ces gens qui passent leur temps à s'armer et à chercher à s'éliminer physiquement, parler de "respect de la constitution" paraît pour le moins surréaliste. Mais on ne peut qu'être en colère, quand on sait que pour leurs intérêts personnels, ces politiciens-là sont capables d'entraîner le pays dans un chaos toujours plus grand, en entraînant, derrière eux, malheureusement, quelques fois aussi, des travailleurs.

La guerre qu'ils se préparent à aggraver n'est pas la nôtre, ouvriers, employés, chômeurs, petits paysans, petits marchands. Depuis trois ans qu'elle dure nous en subissons déjà les conséquences douloureuses : des morts, des blessés, des ruines, mais aussi, l'insécurité permanente, les rackets, la misère qui devient de plus en plus difficile à supporter. Et aussi, la peur, la méfiance des

uns vis-à-vis des autres, à l'intérieur même des quartiers populaires, dans la même cour, entre voisins. Qui, dans les classes populaires, n'en a pas assez de cette situation? Qui est assez inconscient pour souhaiter que cela dure?

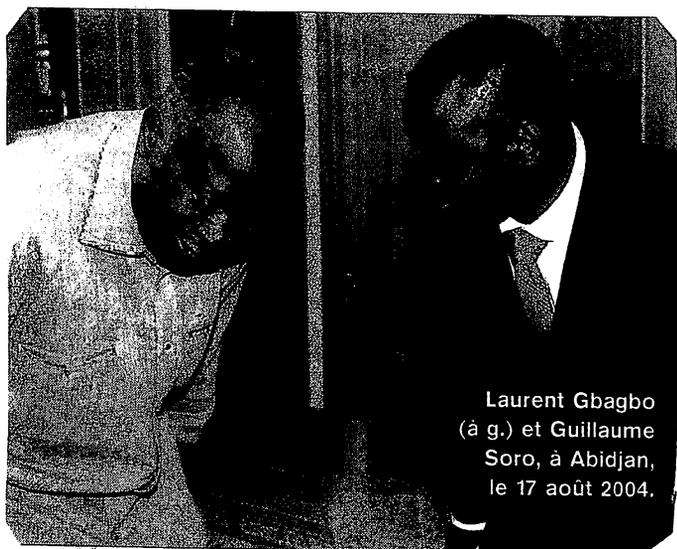
Les chefs des clans politiques et leurs sous-fifres, Gbagbo et les siens d'un côté, Ouattara et Bédié momentanément alliés dans le G7 de l'autre, voudraient bien nous enrôler, les uns et les autres, suivant nos sympathies politiques ou nos ethnies, dans leurs camps respectifs. Ils voudraient bien que leurs armées et leurs milices soient soutenues par un nombre croissant d'entre nous. Ils voudraient bien nous transformer en fantassins de leurs causes respectives.

Mais dans une guerre, seuls les généraux de l'un des camps ou de l'autre peuvent gagner. Jamais les fantassins. Aux petits soldats les morts, les blessés, les souffrances. Aux généraux vainqueurs, le pouvoir et la richesse qui va avec. Mais qu'est-ce que cela changera pour nous que l'un ou l'autre l'emporte?

Que ce soit Gbagbo qui sorte victorieux des affrontements à venir ou que ce soit Ouattara et Bédié ; ou encore, qu'un quelconque militaire émerge comme quatrième larron après un coup d'état, il n'y aura toujours pas de travail pour tous, les salaires seront toujours aussi bas, les villages seront toujours aussi pauvres et les dirigeants continueront à engloutir l'argent de l'Etat, au lieu de le consacrer à la santé publique, aux hôpitaux, aux équipements indispensables comme l'eau potable ou des canalisations correctes dans les quartiers populaires.

Oui, nous savons tous, en réfléchissant posément, qu'aucun de

ces dirigeants ne changera notre sort. L'un d'entre eux est au pouvoir, les deux autres, y sont passés, sans que cela change la vie des classes populaires. Alors, pourquoi mourir pour eux ? Pourquoi s'entre-tuer ?



Laurent Gbagbo
(à g.) et Guillaume
Soro, à Abidjan,
le 17 août 2004.

Pendant qu'ils essayent de nous passionner pour leur guerre à eux, en dressant les uns contre les autres ceux d'entre nous qui sont nés au Sud et ceux d'entre nous qui sont nés au Nord, les soi-disant vrais Ivoiriens contre les étrangers, ils mènent ou laissent se dérouler une autre guerre contre nous tous, celle menée par les riches et l'Etat contre les classes populaires.

Les patrons des entreprises qui continuent à fonctionner licencient et bloquent les salaires quand ils ne les diminuent pas pendant que les prix augmentent. L'Etat lui-même a imposé, rien que cette année, deux hausses de prix du pétrole qui font augmenter le prix des transports collectifs. Même quand on garde le même salaire ou la même recette pour les petits marchands ou pour le

paysan pauvre, on vit de plus en plus mal avec la même somme. D'autant plus mal que tous les parasites qui ont la moindre autorité, à commencer par les corps habillés, prélèvent de plus en plus sur le peu qui reste aux pauvres. Qu'est-ce donc, tout cela, si ce n'est une guerre, une véritable guerre, contre les classes populaires ? Une guerre où les pauvres meurent, aussi sûrement que par balles, de faim, de malnutrition, de maladies que l'on pourrait éviter ou même guérir si on avait de l'argent, une hygiène publique et des logements corrects.

Face à l'Etat, face aux patrons, face aux riches, nous ne pourrions nous défendre que tous ensemble, travailleurs et chômeurs, quelle que soit notre ethnie. Tous ceux qui essaient de nous dresser les uns contre les autres, de nous entraîner dans une guerre ethnique stérile, sont des criminels, pire que les assassins. Ils ne se contentent pas de tuer eux-mêmes - ils veulent nous transformer, à notre tour, en tueurs. Il faut rejeter leurs propagandes, leurs mensonges remplis du poison de la haine ethniste et xénophobe. Pour les classes laborieuses, pour ceux qui font vivre la société et dont le travail n'enrichit que les capitalistes et les grands mangeurs de l'Etat et ses petits parasites, il n'y a qu'une seule guerre juste, une seule guerre féconde : celle qu'il leur faudra apprendre à mener, d'abord pour se défendre, pour imposer des conditions de vie meilleures, mais aussi, pour changer le système économique et social afin qu'un jour les richesses ne soient pas accaparées par une minorité mais qu'elles profitent à tous. Et cette guerre-là, contre ceux qui sucent le sang des classes populaires, nous ne pouvons la mener efficacement que tous ensemble, travailleurs et pauvres de toutes origines.

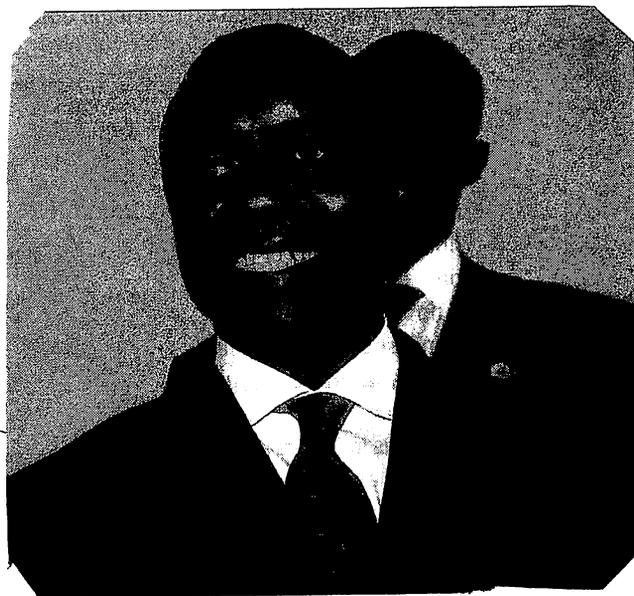
SÉNÉGAL**MENSONGES ET DÉMAGOGIE DU POUVOIR
COMME DE L'OPPOSITION**

Le 28 août dernier, Abdoulaye Wade, le président du Sénégal, annonce à la télévision qu'il reporte la date des élections législatives initialement prévue en 2006 pour les "coupler" à la présidentielle de 2007. Cela permettrait, dit-il, d'économiser 7 milliards de francs CFA. Il dit qu'il va utiliser cette somme pour la construction des habitations en faveur des victimes des graves inondations qui ont frappé Dakar et sa région une semaine plutôt. Bien évidemment, il s'agit là d'un prétexte fallacieux. L'idée du report avait été lancée avant les pluies diluviennes. Dès le 14 août, un des ministres de Wade l'avait déjà proposé à la presse.

Si, vraiment, l'ambition de Wade était de consacrer de l'argent à la construction des logements sociaux, à l'assainissement des quartiers populaires qui n'ont ni canalisations pour les eaux usées, ni éclairage public, ni aucune infrastructure digne de ce nom, il aurait eu largement le temps de le prouver depuis qu'il est au pouvoir en 2000. Il aurait commencé par économiser sur le train de vie de l'Etat. Rappelons que son gouvernement est composé d'une pléthore de ministres, une quarantaine, dont les salaires ont été plus que triplés en 2004. Autour de la présidence il y a quelques 70 "conseillers" menant un train de vie de quasi-ministre. Une somme de près de 10 milliards de francs CFA a été prélevée par Wade en vue de la construction d'un monument de pur prestige baptisé, "monument de la Renaissance" sur la colline de Ouakam. Toutes ses sommes dilapidées auraient pu servir dans des oeuvres utiles telles que la construction des logements à loyers réduits pour les travailleurs par exemple.

La véritable raison de la

décision de Wade est purement politicienne. Son parti, le PDS, est actuellement en crise. Il y a des tiraillements et des règlements de compte en son sein, notamment sur la question de la succession de son leader. Idrissa Seck qui avait été



Idrissa Seck, nommé
Premier ministre en 2002

un temps "numéro deux" derrière Wade et présumé "dauphin", n'est plus en odeur de sainteté, c'est le moins qu'on puisse dire. Il avait été propulsé comme Premier ministre en novembre 2002 jusqu'en avril 2004. Il se croyait déjà khalif à la place du khalif. Et puis, ce fut la chute. Depuis juillet 2005 il est en prison suite à une accusation de détournements de fonds publics, voire de d' "atteinte à la défense nationale et à la sûreté de l'Etat". Trois autres ministres ainsi que d'autres cadres faisant partie de son clan ont subi le même sort que lui. Et il est probable que l'épuration au sein du PDS est loin d'être terminée. Les "pro-Idy" (Idrissa Seck) menacent de se rallier à l'opposition aux

prochaines élections. On comprend dans ces conditions pourquoi le camp présidentiel cherche des prétextes pour reculer les élections législatives d'une année. Il s'agit pour eux de gagner du temps afin de colmater la brèche et chercher d'éventuelles alliances dans le camp de l'opposition afin de minimiser la casse.

L'opposition à Abdoulaye Wade, notamment les anciens partisans de Diouf menés par Tanor Dieng, de même que d'anciens alliés de Wade comme Moustapha Niasse (qui est passé du camp de Diouf à celui de Wade pour se retrouver de nouveau dans l'opposition) font feu de tout bois. Ils dénoncent pêle-mêle, la "dérive

autocratique", les penchants "monarchiques" de Wade, la corruption qui gangrène son pouvoir et son incapacité à résoudre les problèmes cruciaux du pays. Rien de tout cela n'est faux. Mais faire croire qu'avec eux au pouvoir ce sera mieux ou que cela avait été mieux est complètement faux. De plus ils l'ont déjà démontré par leur passage au pouvoir. Tous ces gens-là n'ont comme seule ambition que leur carrière personnelle. Ils n'hésitent pas à faire de la démagogie auprès des populations victimes de la misère et des méfaits de la politique du pouvoir actuel pour se hisser au pouvoir. Les travailleurs n'ont aucune raison de leur faire confiance.

D A K A R

LES QUARTIERS POPULAIRES INONDÉS PAR LES EAUX DE PLUIES

Pendant les journées du 20 et 21 août des pluies diluviennes se sont abattues à Dakar et dans ses environs. Les dégâts causés sont nombreux dans les quartiers populaires. Des milliers de personnes vivent dans un dénuement total. Dans le journal le plus officiel du pays, le Soleil du 13 août on peut lire: "Coincé entre Grand-Yoff et l'autoroute, le quartier dit Zone de captage est presque ignoré de tous. De la route du Front de Terre, on ne voit rien. On accède au lieu en sautant sur des briques et des pneus plantés dans une mare d'eau noire et nauséabonde. Le décor donne le tournis. Des tas d'immondices en putréfaction que prennent d'assaut des nuées de grosses mouches. Une décharge non vidée depuis belle lurette. Des déchets qui flottent dans d'immenses étendues d'eau verdâtre. Une odeur insupportable qui se dégage de partout. Difficile d'imaginer que l'endroit est habité. Pourtant 7000 personnes vivent ici. Certaines depuis trente ans". D'autres quartiers comme Belle Vue, Thiaroye

ou des banlieues comme Mbao ou Rufisque ont aussi souffert de ses intempéries. Beaucoup de gens ont perdu leurs habitations et sont obligés de "se loger" à la belle étoile quand ils ne trouvent personne pour les héberger. Le nombre total des victimes n'est pas connu mais il est fort probable que cela dépasse la centaine de milliers.

Avec la pluie, la promiscuité et l'insalubrité qui règnent dans les quartiers périphériques de la banlieue se sont encore plus accentuées. Le manque d'infrastructure conséquente pour l'évacuation des eaux a entraîné la formation d'eau stagnante sur une vaste superficie. Ce qui provoque le développement des moustiques et la propagation du paludisme, et même du choléra qui s'est propagé avec une rapidité sans précédent. A la date du 11 septembre on avait déjà recensé plus de 1000 cas de choléra à Dakar. En une semaine il y a déjà eu 25 décès. Et ce chiffre risque d'être largement dépassé. Le même journal le Soleil raconte l'agonie

d'un vieux mendiant tué par le choléra, mais surtout par la misère: " Dans la nuit, des jeunes ont pris un taxi pour l'amener à l'hôpital. Partout (à Fann, Le Dantec et à l'hôpital de Pikine), personne n'a voulu l'admettre. Les jeunes l'ont ramené et il est décédé ce matin". Ce n'est qu'un exemple parmi tant d'autres qui illustre que les autorités de ce pays n'ont que du mépris pour la vie des petites gens. Ce mépris est aussi illustré par la déclaration d'Ousman Ngom, ministre de l'intérieur qui a eu le culot d'accuser les habitants des quartiers déshérités d'être responsables de l'invasion par les eaux de ruissellement car dit-il, ce sont les habitants qui, en jetant les ordures dans les canaux d'évacuation, les bouchent. Mais que font alors les services des

ramassages des ordures? Pourquoi dans les quartiers des riches elles sont ramassées régulièrement alors que dans les quartiers des pauvres il n'y en a presque pas? Les canalisations sont presque inexistantes. De plus ils sont situés dans des cuvettes. Déjà les pluies ordinaires suffisent à les envahir par les eaux de ruissellement. Quand ce sont des grosses pluies cela devient catastrophique.

Le problème est surtout que le gouvernement en place ne fait aucun effort pour améliorer le sort de la population pauvre. En fait, en attirant l'opinion publique sur son acharnement contre son ancien Premier ministre, il détourne l'attention de la population des véritables questions concernant son sort.

SÉNÉGAL

GRÈVE DES CHEMINOTS

Les 5 et 6 septembre dernier la ligne de chemin de fer Dakar-Bamako était touchée par la grève des cheminots, plus particulièrement à Thiès, l'ancienne capitale du rail de l'Afrique Occidentale Française. Ils réclament de meilleures conditions de travail ainsi que le paiement d'une "prime d'attente" de 150 000 francs CFA par mois en attendant l'élaboration de la nouvelle grille salariale promise par la direction depuis 2004. Mais ce qui a fait surtout déborder le vase, ce sont les sanctions prises par la direction à l'encontre des 41 travailleurs accusés "d'acte d'incitation à l'arrêt de travail et à l'abandon de poste". Les 41 cheminots ont en effet reçu des lettres de sanction variant de la suspension temporaire, à la mise à pied ou à la "sommation interpellative". La semaine précédant la grève, les cheminots s'organisaient en effet pour préparer leur lutte. Certains d'entre eux, parmi les plus

combattifs, se mettaient en avant pour mobiliser leurs camarades. La direction a décidé de les punir en croyant que cela allait dégonfler la combativité des autres. Manque chance pour elle, c'est au contraire cette action qui a fait démarrer la grève.

Cette ligne de chemin de fer avait été rétrocédée par les Etats sénégalais et maliens à une société canadienne, Transrail, le 1^{er} octobre 2003. Plusieurs centaines de cheminots avaient été licenciés aussi bien du côté malien que sénégalais, avec l'aval des autorités politiques pour soi-disant restaurer la ligne. Pour les travailleurs ayant échappé aux licenciements, la direction avait promis l'amélioration des salaires et des conditions de travail. Côté rentabilité ça va plutôt bien pour le concessionnaire puisqu'il se vante de sa santé financière. Mais du côté des revendications des salariés il n'en va pas de même.

Déjà au mois de mars dernier les cheminots maliens, excédés par le non respect des accords signés par la direction, avaient déclenché une grève de 48 heures. Celle-ci avait alors paralysé le trafic entre Bamako et Diboli, la dernière station avant la frontière sénégalomaliennne. Depuis, la direction n'est plus la même. Le nouveau PDG dit qu'il ne se sent pas lié par les promesses de son prédécesseur. Mais

la grève des cheminots de Thiès montre que les travailleurs n'entendent pas être bernés et ne se laissent pas intimider par les menaces de sanctions. Ils montrent la voie à suivre : celle de la lutte revendicative. Plus le mouvement s'étendra aux autres villes plus ils auront la chance de faire plier la direction pour qu'elle accepte leurs revendications.

SÉNÉGAL

GRÈVE DANS LA SANTÉ

Du 23 au 25 août dernier, à l'appel du Sutas (syndicat unique des travailleurs de la santé) une grève de 72 heures a touché les hôpitaux, notamment à Dakar. Celle-ci a été "largement suivie" selon un dirigeant de cette centrale. Les revendications portent entre autres sur des indemnités de logement, du recrutement du personnel et des salaires. C'est la troisième fois que les employés de la santé se mettent en grève, rien que cette année, pour les mêmes raisons. Jusqu'ici le gouvernement ne propose que la table ronde pour "discuter".

Mais les travailleurs sont fatigués car ces négociations ne donnent rien d'autre que des promesses sans lendemain. Cette fois-ci le gouvernement a répondu aux travailleurs par un communiqué ministériel "regrettant le fait que le syndicat n'ait pas pris en considération tous les efforts consentis par le gouvernement depuis 2000 pour améliorer les conditions de vies des personnes qui sont dans

ce secteur". C'est un pur mensonge. De plus, le gouvernement accuse les grévistes d'arrêter le travail "dans le contexte marqué par l'épidémie de choléra, le paludisme et les inondations qui sont la source d'autres maladies". Mais, lui, le gouvernement, que fait-il pour combattre les causes profondes de ces maladies? Qu'a-t-il fait pour mettre fin à l'insalubrité des quartiers populaires? A-t-il réalisé des travaux d'assainissement nécessaires pour évacuer les eaux sales où prolifèrent les moustiques? A-t-il créé des logements pour les plus démunis? Rien du tout.

L'amélioration des conditions de travail que demandent les grévistes de la santé de même que le recrutement du personnel hospitalier vont au contraire dans le sens des intérêts des malades. Mais au lieu de répondre à leurs revendications, le gouvernement cherche plutôt à insinuer que les grévistes aggravent les conditions de la lutte contre ces maladies. Cynique !

MAURITANIE**UN NOUVEAU PUTSCH BALAYE
L'ANCIEN PUTSCHISTE**

Au début du mois d'août le président mauritanien Maaouya Ould Taya a été destitué par un coup d'Etat. Des colonels de l'armée ont profité de l'absence du président, en voyage pour les obsèques du roi Fahd d'Arabie Saoudite, pour prendre le pouvoir.

En fait l'action a été menée par un homme de confiance d'Ould Taya, le colonel Ely Mohamed Vall directeur de la Sûreté nationale. Pour ce dernier, ce n'est pas sa première expérience. Il y a 20 ans, en décembre 1984, il a aidé Ould Taya à déposer l'ancien président Ould Haidallah. Et depuis, sous le régime d'Ould Taya il est devenu chef de la police et des renseignements.

En effet Ould Taya a pris le pouvoir il y a vingt ans. Il a instauré sa propre dictature. Toutes les oppositions sont systématiquement réprimées. Les opposants, s'ils ne sont pas éliminés physiquement, croupissent dans les prisons. Sinon ils sont obligés de partir en exil, dans les pays limitrophes comme le Sénégal.

Les revendications de la fraction de la population appelée négro-africaine sont restées dans les oubliettes. L'esclavage a été officiellement aboli dans ce pays mais il est de notoriété publique qu'il se pratique toujours. Les dizaines de milliers de ressortissants noirs qui avaient fui vers le Sénégal pour s'y réfugier à la suite de la guerre entre les deux pays en 1989, n'osent toujours pas revenir sur leurs terres. Par ailleurs, cette fraction de la population n'est pratiquement pas représentée dans le gouvernement

central en dehors de quelques personnalités noires qui servent surtout d'alibi au pouvoir.

En fait le régime d'Ould Taya était une dictature brutale et corrompue tellement vomie par la population que lorsqu'il a été destitué cela n'a provoqué aucune réaction d'hostilité de celle-ci y compris parmi ses propres partisans. De nombreux cadres du parti de Taya ont en effet rejoint le nouveau maître. Selon ce que relate la presse, ce fût un événement plutôt accueilli favorablement par une grande partie de la population, plus particulièrement dans la capitale, Nouakchott.

Le nouveau pouvoir a vite fait de rassurer le gouvernement des pays d'Afrique et d'Europe. Le résultat c'est qu'il a été reconnu légal par tous.

Bien sûr comme la plupart des nouveaux arrivants au pouvoir par un coup de force en Afrique, le nouvel homme fort mauritanien a promis d'établir un régime démocratique, et déclare l'armistice pour tous les prisonniers et réfugiés politiques. Ce qui lui a attiré une certaine sympathie au sein de l'opposition petite bourgeoise qui a été réprimée de tout temps dans ce pays.

Pour la population pauvre de la Mauritanie il n'y aura pas de changement. Et de toute façon le nouvel arrivant n'a rien promis. Les travailleurs des villes et des campagnes n'ont pas droit à la parole. Et la seule perspective pour eux c'est, de s'organiser indépendamment sans faire confiance au pouvoir quels que soient ses discours et ses promesses.

T C H A D**LA DICTATURE S'ABAT SUR DES JOURNALISTES**

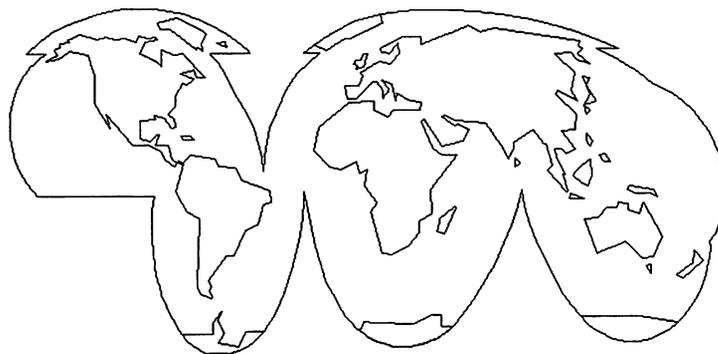
Cinq journalistes viennent d'être arrêtés à Ndjaména et jetés en prison. Pour les quatre, le prétexte était "atteinte" à la personnalité du chef de l'Etat Idriss Déby. Ils auraient souhaité sa mort alors qu'il se trouvait à Paris pour des soins, c'est ce que nient les prisonniers. Le cinquième est accusé d'avoir dévoilé les dessous d'une affaire litigieuse de terrain. A Ndjaména par exemple, un même terrain peut être revendu plusieurs fois par des agents peu scrupuleux de la mairie, engendrant ainsi de nombreux conflits.

Si le cinquième a été libéré,

ses quatre confrères croupissent toujours en prison. Au Tchad, il est monnaie courante que des gens soient arrêtés, en ville ou même chez eux, sans aucune explication. Si ces nouvelles arrestations font du bruit, c'est parce que les victimes appartiennent à un milieu qui a les moyens de s'exprimer, à travers les médias. Dans la plupart des cas, s'il s'agit des petites personnes, on n'en parle même pas.

Bien sûr il faut condamner ces arrestations arbitraires et exiger la libération immédiate des journalistes embastillés.

TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS



UNISSONS-NOUS !

CE QUE NOUS VOULONS

- Regrouper les travailleurs, les éduquer dans la tradition socialiste de Marx et des révolutionnaires russes de 1917; leur faire prendre conscience que, quels que soient leur ethnie, leur caste, leur âge, qu'ils soient fils d'anciens esclaves ou pas, qu'ils soient hommes ou femmes, ils appartiennent à la même classe des travailleurs, ils ont les mêmes intérêts fondamentaux; ils ont leur part dans le rôle indispensable, grandiose que la classe ouvrière joue dans la transformation socialiste du monde.
- Contribuer, par la propagande et l'éducation, à soustraire les travailleurs de toute forme d'obscurantisme, à l'influence réactionnaire de toutes les religions, chrétienne, musulmane, animiste ou autres, qui prêchent toutes, la patience et l'accommodement avec l'ordre établi et qui sont parmi les meilleurs auxiliaires des classes exploiteuses.
- Combattre toutes les manifestations de l'esprit de caste, toutes les oppositions d'ethnies qui divisent les travailleurs, affaiblissent leur conscience pour le plus grand bien des exploités.
- Associer à la lutte des travailleurs tous ceux qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- Engager la lutte morale, matérielle et physique contre l'impérialisme, contre toutes les formes de féodalisme, contre la division en castes, contre les dictatures qui oppriment nos peuples, pour l'égalité entre tous, quelles que soient leur langue ou leur origine, pour l'émancipation de la femme.
- Mettre en place, au cours de cette lutte, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- Veiller, par la propagande et l'organisation, à ce que, après le renversement des régimes dictatoriaux de nos pays, les travailleurs restent en armes pour faire aboutir toutes leurs revendications, pour conserver les moyens d'exercer à tout instant le pouvoir sans que personne puisse le leur prendre.
- Agir au sein de la classe ouvrière française et, plus généralement, de la classe ouvrière des grandes puissances impérialistes pour leur faire connaître les buts de la lutte des travailleurs africains et pour les aider à se donner elles-mêmes des organisations révolutionnaires afin qu'elles puissent elles-mêmes partir à la conquête du pouvoir.